

Hérault

Santé. Composé entres autres d'un établissement pour personnes dépendantes et d'une crèche, le quartier des Grisettes accueillera un bâtiment conçu pour favoriser les liens intergénérationnels.

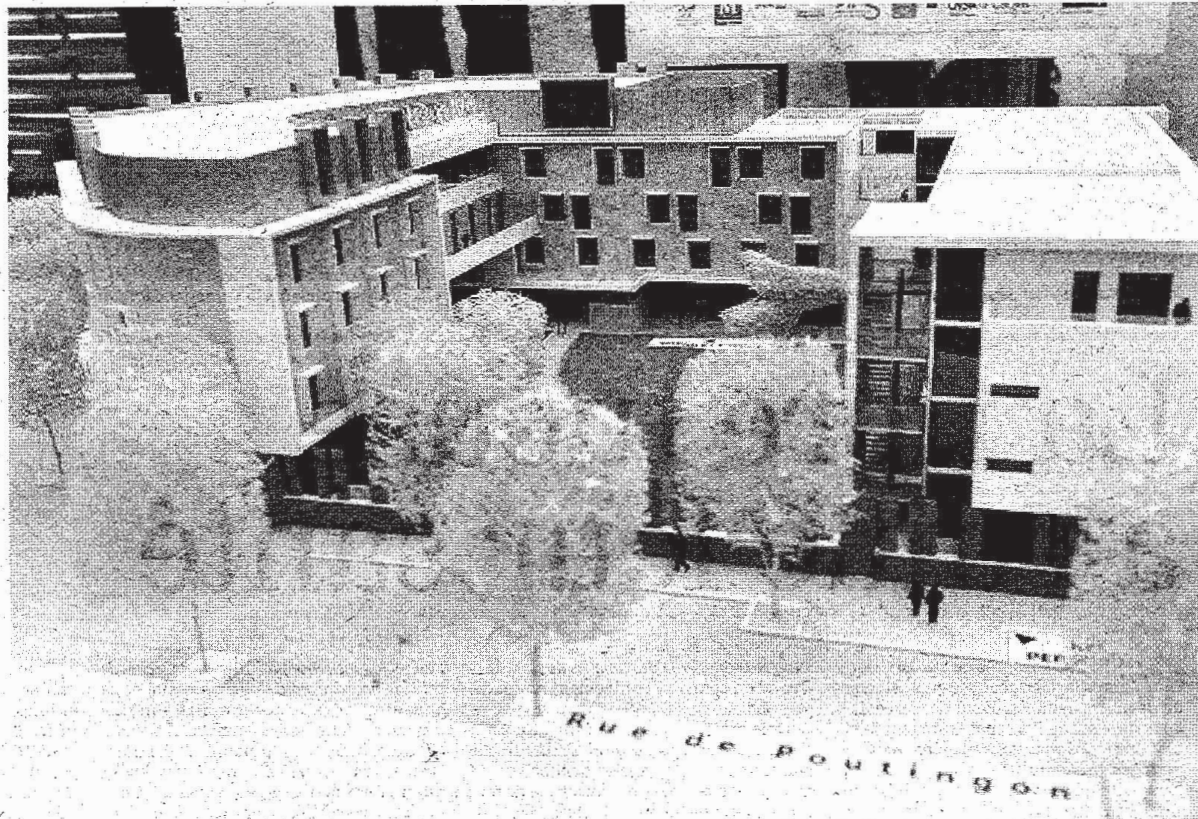
Un pôle de services pour un égal accès aux soins

Ils étaient nombreux jeudi matin à la tribune pour célébrer la pose de la première pierre du futur pôle de services des Grisettes, dans le quartier montpelliérain du même nom. C'est que l'ambitieux et innovant projet (voir ci-contre) a mobilisé de nombreux acteurs. Sollicitée par la Ville par le biais de son aménageur la Serma, la Mutualité Française, porteuse du dossier s'est tournée vers les institutions pour obtenir le financement de près de 16,3 millions d'euros. Le Conseil général a subventionné l'opération à hauteur d'1,3 ME et s'est porté garant avec l'Agglo pour le prêt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations (10,2 ME). La Carsat (caisse d'assurance retraite de la santé au travail) a octroyé un prêt de 1,2 ME, tandis que la Caf (312 000 euros) et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (branche de l'Agence régionale de santé, 900 000 euros) ont terminé de boucler le dossier.

Pour Raoul Cros, président de la Mutualité Française 34, cette opération est donc le fruit d'une « collaboration étroite avec les collectivités territoriales dans le contexte d'un accès aux soins de plus en plus problématique » (voir l'interview page suivante). Déjà gestionnaire d'une clinique à la Grande-Motte, de quatre établissements pour personnes âgées, de sept services de soins infirmiers à domicile, d'une crèche, et de 15 centres d'opticiens ou d'audition mutualistes, la Mutualité Française se lance dans un projet d'envergure, alliant toutes ses compétences sanitaires ou sociales. Elle espère jouer un rôle exemplaire en montrant la nécessité d'offrir un accompagnement aux services proposés.

Etienne Caniard, président national de la Mutualité française, se veut le pionnier de cette démarche : « Quand on met en œuvre des solutions d'hébergement avec des résidences senior, un Ehpad, un centre social, une maison de santé, on voit bien qu'on réalise les conditions pour un meilleur accès au soin. Bien sûr du point de vue financier mais aussi de l'accessibilité géographique, ou de tout ce qui permet de mieux soigner. » L'initiative a d'ailleurs reçu les lauriers des responsables présents. De « la longueur d'avance » saluée par l'adjoint à l'urbanisme Michaël Delafosse à la « défense du vivre ensemble » soulignée par Guy-Charles Aguilar, président de la Caf 34.

MARINE DESSEIGNE



Le pôle, construit sur six étages, comprendra cinq services en connexion : un établissement pour personnes âgées dépendantes, une crèche, une résidence senior, une maison médicale et un service social.

Muriel Jaffuel : « Ce n'est pas une compilation d'activités mais un lieu vivant, dynamique, porteur de lien social »

■ Le chantier du pôle de services des Grisettes a débuté en août 2011 et se terminera au 2ème trimestre 2012 pour une mise en service dans la foulée. Cette construction au cœur de la nouvelle Zac du même nom, dans le quartier de la Croix d'Argent, répond à une devise : la mixité. Générationnelle, mais aussi sociale et culturelle. C'était la volonté de la Serma (société mixte d'aménagement de la région montpelliéraine) lorsqu'elle a confié l'élaboration du projet à la Mutualité Française.

Sur les 3 100 m² réservés à la construction d'un Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), l'union territoriale de l'Hérault a imaginé un bâtiment de six étages qui abriteront cinq services bien distincts mais interconnectés.

Les 75 lits de l'Ehpad sont le point de départ de la structure. Composée de trois unités spécialisées dans la prise en charge des personnes atteintes de pathologie Alzheimer ou troubles apparentés, il permettra notamment de délocaliser l'activité de la maison de retraite La Providence, implantée dans le cœur historique de Montpellier mais qui peine à adapter ses locaux à la prise en charge des personnes âgées les plus dépendantes.

Une crèche en résonance avec la résidence senior

Au rez-de-chaussée sera implantée une crèche d'entreprise de 34 places, destinée notamment aux enfants des employés de Garosud qui se situe à une encablure du pôle. Elle permettra de résorber un peu les

600 à 700 demandes de place non satisfaites à Montpellier. En face, directement en prise avec le jardin intérieur favorisant les rencontres, s'élèvera une résidence senior comprenant 30 logements allant du T1 au T3. Elles seront destinées aux plus de 75 ans encore valides et autonomes mais ne pouvant rester dans leur domicile d'origine, dans une alternative innovante au tout institutionnel. Les résidents, dont l'intimité a été préservée, pourront notamment bénéficier des services de la maison médicale qui constitue le quatrième service du pôle. Composée de huit cabinets, il accueillera aussi bien des médecins libéraux (s'engageant à ne pas pratiquer de dépassement d'honoraires) que des médecins mutualistes. Soumise à candidature, la maison médicale réunira généralistes, dentistes, pédi-

cures, orthophonistes, kinés... Enfin, le pôle des Grisettes accueillera une structure sociale de proximité. Ce lieu d'animation proposera un programme d'activités au profit des habitants du quartier - où sera également érigée une résidence étudiante - pour faciliter la mixité sociale et intergénérationnelle. De quoi « faire résonner le pôle » et faciliter l'intégration d'une population souvent en rupture de lien social. « C'est un pôle qu'il faut appréhender non pas comme une compilation d'activités, mais comme un lieu de vie qui accueillera 200 personnes quotidiennement », explique Muriel Jaffuel, en charge du projet pour la Mutualité Française. Ce sera un lieu vivant, dynamique, porteur de sens et de lien social. »

DAVID MAUGENDRE

ETIENNE CANIARD. Le président de la Mutualité française milite avec difficulté pour que la question de l'accès aux soins prenne toute sa place dans la campagne présidentielle.

« Les réponses des politiques sont timides »

■ La Mutualité française a lancé en août dernier la pétition contre « la taxe sur la santé » qui a recueilli à ce jour plus d'un million de signatures. Son président Etienne Caniard mène en parallèle depuis octobre 2011 une série de réunions thématiques pour que le thème de l'accès aux soins prenne toute sa place dans la campagne présidentielle.

« Quel est le bilan de votre tour de France ?

La santé est une préoccupation majeure des Français, mais le débat qui lui est consacré n'est pas à la hauteur de leurs attentes et des enjeux. L'exercice est difficile dans un contexte de contraintes économiques fortes. Il n'en demeure pas moins que nous sommes face à une aggravation considérable des obstacles pour accéder aux soins. Cette réalité a été perçue beaucoup plus rapidement par les Français que par les politiques. Ce n'est pas étonnant, ils vivent dans des conditions qui ne sont pas celles de ceux qui les représentent. Mais que leur discours et leurs cris d'alarme ne soient pas entendus par les politiques est un peu plus étonnant. Les réponses des politiques me semblent timides par rapport aux risques d'implosion du système.

Comment se porte le système de santé ?

Le système de protection sociale marche à l'envers. Une partie de la population a plus besoin de soins que d'autres : les jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle, les personnes âgées qui quittent la vie active pour une baisse d'emploi, les chômeurs. Leur situation s'accompagne souvent de problèmes de santé, et ce sont précisément eux qui ont le plus de mal à accéder aux soins. L'assurance maladie obligatoire ne rembourse plus qu'un peu plus de la moitié des soins. La charge augmente de façon exponentielle, et les couvertures complémentaires ne suffisent plus.

C'est la conséquence de l'augmentation de la taxe sur les mutuelles ?

La taxe sur les conventions d'assurance a été doublée cette année après avoir été portée de 0 à 3,5% l'année d'avant. Déjà en 2009, les mutuelles ont été dans l'obligation d'assumer la totalité du financement de la couverture maladie universelle complémentaire, offerte sous conditions de ressources. Un rôle de collecteur d'impôts a été confié aux mutuelles : 13,5% de taxes reposent



Etienne Caniard : « Tous les ingrédients sont réunis pour que le système s'écroule très vite. »

sur elles alors que ce n'est pas leur finalité. Le renchérissement de la couverture complémentaire ne signifie pas que la mutualité refuse de jouer son rôle de solidarité : c'est sa raison d'être. Simplement, on a le sentiment que les difficultés qui s'accumulent risquent de conduire à écarter des soins et de la protection sociale la part de la population la plus fragile. Nous ne pouvons pas nous y résoudre. Il faut qu'on redonne aux mutuelles la possibilité de fonctionner.

Quelles sont les conséquences pour les patients ?

Le surenchérissement des complémentaires va conduire une bonne partie de la population à

avoir recours aux urgences. Ce sont des éléments de frein à l'accès au soin.

Quelles sont vos propositions ?

Il faut qu'on rende à notre système une meilleure efficacité. Il faut une réponse adaptée aux besoins d'aujourd'hui qui ne sont pas seulement des établissements hospitaliers de pointe ou une multiplication des examens, mais aussi un accompagnement, une prise en charge. C'est pour ça que nous militons fortement pour une revalorisation des soins de premier recours et d'accompagnement.

Le système actuel est-il en danger ?

Tous les ingrédients sont réunis pour que le système s'écroule très vite sous le poids de la dette, de son inadaptation, des restes à charge et des difficultés d'accès qui se multiplient si nous ne réagissons pas. C'est un cri d'alarme face à un système dont on continue à être fier et auquel les Français sont attachés. On est encore un pays où l'on peut se soigner, où on ne laisse personne sur le bord de la route, où l'hôpital sert souvent de filet de sécurité quand les autres secteurs n'arrivent pas à soigner correctement. Mais c'est une pratique qui coûte cher à la collectivité et qui n'est pas adaptée. C'est le cas des hospitalisations inappropriées de per-

sonnes âgées : on les retrouve aux urgences parce qu'on n'a pas de service adapté. Ça coûte cher et c'est délétère pour la santé des personnes hospitalisées dans ces conditions.

Quels sont les leviers d'action ?

Il faut avoir le souci de la pérennité de notre système. Il y a une dérive entre les taux de remboursement et les prix. Aujourd'hui, le taux effectif de remboursement des régimes obligatoires est de 55% alors qu'il est affiché à 70. Sur l'optique, l'intervention des régimes obligatoires se réduit comme peau de chagrin alors qu'il n'y a jamais eu la moindre mesure de diminution des taux de remboursement. Sur les dépassements d'honoraires, en moyenne en France, quatre spécialistes sur dix sont en secteur 2, six sur dix de ceux qui s'installent. Dans certaines spécialités, on est à 90%. Ça veut dire qu'il n'y a plus pour certaines spécialités, dans certains lieux, accès à des tarifs opposables pour les Français. Il n'y a même plus le choix de se faire soigner en étant complètement remboursés.

Comment y remédier ?

En essayant de rattraper le retard qui a été pris depuis les années 80 avec la non revalorisation des honoraires médicaux pour certains d'entre eux. Toutes les spécialités cliniques qui demandent une écoute du patient, sont insuffisamment rémunérées. Les généralistes ont pris le réflexe de multiplier les actes, les prescriptions et les examens pour montrer qu'ils s'occupent des patients plutôt que de prendre le temps de les écouter.

Vous remettez également en cause le système de financement ?

Un système juste et équitable est une nécessité pour faire accepter les prélèvements sociaux nécessaires à son financement. Aujourd'hui, il y a une mise en cause de la légitimité d'un certain nombre d'interventions collectives alors qu'elles sont plus indispensables que jamais en période de crise. Il faut essayer de retrouver un peu de justice dans le financement. Ce n'est pas le cas de la taxe sur les mutuelles. S'il avait fallu trouver 1,1 milliard d'euros en août dernier pour combler un tout petit bout du trou de l'assurance maladie obligatoire, il aurait mieux valu recourir à des outils comme la CSG par exemple qui ont la vertu d'être applicables à l'ensemble des revenus et auraient permis d'organiser une solidarité entre tous les Français plutôt qu'une solidarité entre tous les malades.

RECUEILLI PAR MARINE DESSEIGNE